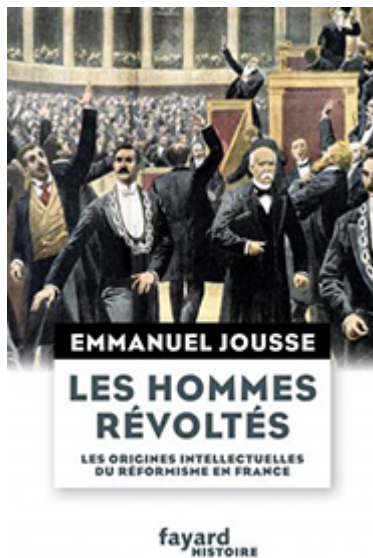


**Emmanuel Jousse, *Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, « Histoire », 468 p.**

**Gilles Candar**



Ce livre porte un titre un peu étrange, vite explicité par son auteur : les hommes révoltés renvoient aux « réformistes intransigeants » évoqués par Camus lorsqu'il prépare *L'homme révolté*. Ces hommes et ces femmes ont en commun de vouloir changer le monde en refusant la violence et la limitation des libertés, ce qui les fait placer par Camus sous le patronage de Tolstoï, le grand écrivain tant admiré par Jaurès... L'appellation a le mérite de sortir les personnalités et les doctrines étudiées de la gangue terminologique « réformiste » devenu un passe-partout de la vie politique.

Le premier mérite de l'ouvrage est de prendre au sérieux toute une part de l'histoire socialiste longtemps négligée ou trop rapidement traitée. Il n'évite pas les difficultés, notamment celle primordiale de savoir comment définir et délimiter « réformisme » et « réformistes » au sein d'un monde socialiste si divers et fluide. Cela nous vaut

une forte introduction, très maîtrisée, qui emprunte à Jürgen Habermas la formule « éthique de discussion » afin de saisir au mieux un champ réformiste empli de questions, de tâtonnements et d'interrogations au sein, et parfois au-delà, d'un socialisme en voie de constitution.

La discussion « réformiste » du socialisme se poursuit au cours de quatre grands moments successifs : la mise en place d'un univers intellectuel aux lendemains de la Commune, marqués par l'exil et la réapparition du mouvement ouvrier (1871-1882) ; le temps des prophètes (1882-1893) dominé par les animateurs du Parti ouvrier (Paul Brousse et Jean Allemane) ou de *La Revue socialiste* (Benoît Malon) ; le temps des tribuns (1893-1902) avec Jean Jaurès et Alexandre Millerand ; et enfin celui des techniciens, associés à l'expérience du pouvoir, de la première participation ministérielle (Millerand en 1899-1902) à la seconde (Albert Thomas notamment, de 1914 à 1917). Le découpage est original et séduisant. La première partie est sans doute la plus classique, mais Emmanuel Jousse montre bien son caractère fondateur. Elle se termine avec la scission de 1882 (congrès de Saint-Étienne et de Roanne) dont Georges Lefranc et Claude Willard avaient déjà montré toute l'importance, mais que revisite l'auteur avec un grand sens des nuances et de l'érudition mis au service de l'intelligibilité théorique. Il en va de même pour la période suivante, peu abordée

quant à elle dans l'historiographie récente, mais davantage par des sociologues (Philippe Chanial) ou des philosophes (Bruno Antonini).

Son étude se révèle très neuve : le « possibilisme » retrouve toutes ses couleurs et l'allemanisme est réinséré dans une approche plus contextualisée face au marxisme professé par les « orthodoxes » de l'autre fraction du Parti ouvrier. L'historien suit les hommes et leurs organisations, leurs implantations et leurs démêlés, tout en analysant les doctrines et les programmes avec beaucoup de sûreté. Il redonne vigueur et authenticité au « réformisme radical » de ces socialistes pas vraiment conformes à l'image « fin-de-siècle » traditionnelle. C'est ensuite au tour de Benoît Malon et de *La Revue socialiste* d'être scrutés au plus près. Désignée comme « l'œuvre véritable » de l'ancien berger devenu théoricien, la revue apparaît comme le véritable creuset de la théorie du réformisme. Une démarcation s'établit avec le marxisme, ou plutôt avec le corps de doctrines diffusé en France par les guesdistes, rivaux de l'autre fraction du Parti ouvrier, en investissant fortement le camp des traditions nationales. Face à un socialisme allemand qui fixe son orthodoxie au congrès d'Erfurt en 1891, le socialisme français revendique sa filiation avec la Révolution française et une assise morale aussi importante que la dimension sociale et économique. La révolution sociale reste l'objectif, mais elle est réalisable par la réforme dans une société déjà transformée par la Révolution française. C'est ainsi que Malon peut se vouloir à la fois réformiste et révolutionnaire. En même temps se dessine la faiblesse de ce champ en voie de structuration : une organisation avec au moins deux dirigeants, Brousse et Allemane, qui finissent par se séparer complètement, et une revue à l'écart de leurs dissensions et des compétitions électorales. *L'ère nouvelle* (1893-1894) et *Le devenir social* (1895-1898), les deux revues successives des marxistes « orthodoxes », durent moins longtemps que *La Revue socialiste* (1885-1914) de Benoît Malon. Malgré leurs divergences et leurs faiblesses, les guesdistes réussissent plus souvent à constituer un pôle uni, vite taxé par leurs rivaux de sectarisme, voire de fanatisme. Pourquoi ? Selon l'auteur, les réformistes (Brousse, Allemane, Malon...) « lisent le monde au prisme de jugements synthétiques *a posteriori* » alors que pour les marxistes français importe « la prévalence des jugements analytiques, ou synthétiques *a priori*, qui ne sont que les déductions logiques d'un concept ». Les premiers seraient ainsi davantage portés à des lectures différentes du monde, et par conséquent à la diversité idéologique et organisationnelle.

Il est toujours possible de discuter l'articulation entre les analyses théoriques et les choix politiques. Comment caractériser la France républicaine des années 1890 ? Récemment, Bertrand Joly ou Vincent Duclert, après Christophe Prochasson, Christophe Charle et d'autres, ont proposé leurs lectures. En tout cas, le monde change, et « la valeur des réformes » aussi, note Emmanuel Jousse. Après vingt ans de dépression et de marasme, la situation économique s'améliore au mitan de la décennie. Elle permet des marges de progression, d'améliorations. Les socialistes doivent se confronter au christianisme social professé par Léon XIII (*Rerum novarum*, 1891), à des essais de réponse sociales tels le solidarisme du radical Léon Bourgeois (*Solidarité*, 1896) ou le mutualisme des modérés... Les socialistes, force parlementaire depuis 1893, sont devenus incontournables sur la scène politique. C'est le temps des tribuns, orateurs populaires, présents les premières années dans les grandes luttes sociales, mais surtout députés actifs et influents : Alexandre Millerand,

Jean Jaurès, d'autres aussi (René Viviani) et, en dehors du champ d'investigation de l'enquête car « révolutionnaires », – ce qui ne les empêche nullement d'être des acteurs de premier plan du réformisme législatif... –, Édouard Vaillant, Marcel Sembat, voire les guesdistes les plus épris de réalisations sociales...

Le réformisme se renouvelle tout en renforçant son armature idéologique. Après la mort de Malon, Georges Renard, puis Gustave Rouanet et Eugène Fournière, continuent *La Revue socialiste*. Compte-t-elle toujours autant ? Le socialisme de Renard, révolté contre la défaite et le triomphe monarchiste de 1871, normalien devenu « communéux » par patriotisme et républicanisme, penche davantage vers une République qui, comme celle peinte par Daumier en 1848, saurait « nourrir et instruire ses enfants » que vers un socialisme très marqué par le combat de classe. Dans la bataille politique de la période, le journal est toutefois une arme plus efficace que la revue : le quotidien *La Petite République*, dirigé par Millerand, Gérault-Richard et Jaurès pendant une décennie. L'action du groupe parlementaire, certes très disparate, mais qui fonctionne à partir de 1893, constitue également une ressource plus utile au service du combat socialiste. Les années 1890 sont des années de luttes intenses : Panama, grèves, attentats anarchistes, répression, avant une fin de siècle marquée par l'affaire Dreyfus. En même temps, la perspective réformiste prend tournure. Des institutions comme le Conseil supérieur du travail (1891) sont créées ; quelques lois « à portée sociale », sur le travail des enfants, l'assurance contre les accidents du travail, la sécurité dans les mines, commencent à être votées... et une législation plus substantielle de protection sociale (durée du travail, retraites, assistance...) semble à portée de main. Peut-être est-ce là que la situation se complique et se tend : cet horizon social de vastes réformes ne mobilise pas la seule énergie des « réformistes » repérés et analysés par ce livre, mais aussi celle des « révolutionnaires » les plus divers : socialistes marxistes comme Vaillant et Guesde, anarchistes et syndicalistes révolutionnaires. Si les discours et les analyses divergent, les « révolutionnaires » politiques ou syndicaux ne laissent pas le monopole de l'enjeu des réformes aux seuls « réformistes ».

Tout se complique, mais Emmanuel Jousse suit avec beaucoup de fermeté le fil de la formation intellectuelle de la part réformiste du socialisme français, étant bien entendu que celui-ci ne se fonde justement pas sur ce clivage trop facile entre « réformistes » et « révolutionnaires ». Il est très attentif aux écrits, mais aussi aux réalisations législatives, notamment lors de l'expérience Millerand (1899-1902), première tentative française de « socialisme de gouvernement » avec deux dossiers essentiels sur la journée de travail (un succès, mais plutôt différé) et l'arbitrage obligatoire (un échec, malgré le soutien de Jaurès), et surtout un inaboutissement politique puisque Millerand s'éloigne ensuite à la fois du socialisme et de la réforme sociale républicaine. Dans ces conditions, comment fonder un récit heureux de la participation ministérielle ? Jaurès est évidemment le motif caché dans le tapis de cette histoire : soutien, référence et espoir, ou alibi et caution, il transcende les clivages antérieurs et insère pratiques et réalisations réformistes au sein de « l'évolution révolutionnaire » définie en 1908 au congrès de Toulouse du parti socialiste fondé trois ans plus tôt de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) fondée trois ans plus tôt. Mais la fameuse « synthèse jaurésienne » ne recouvre pas l'ensemble du socialisme et n'a pas réponse à tout. Emmanuel Jousse fait un sort particulier à la séance parlementaire du 13 mai 1909, à l'origine de

l'illustration reproduite en couverture de son livre. Le président Brisson et le gouvernement de Clemenceau – celui-ci, particulièrement courroucé, en tête – quittent l'hémicycle du Palais-Bourbon, tandis que Jaurès continue de parler à la tribune. La séance a été suspendue après que les députés socialistes ont entonné *L'Internationale*. L'incident circonscrit est en effet révélateur des tensions de l'époque. Socialistes et radicaux se posent des questions sur leurs identités politiques, sur leurs alliances électorales, sur leurs bases sociales et sur leurs stratégies. Clemenceau, l'ancien chef de l'extrême gauche, est devenu le garant de l'ordre social. Jaurès place les radicaux face à leurs contradictions sur l'État, la propriété sociale et le syndicalisme des fonctionnaires. Il soutient les postiers révoqués pour avoir fait grève et critiqué leur ministre. Mais les socialistes ne sont pas en dehors de toutes responsabilités : le ministre radical Simyan est un ami et un protégé de Marcel Sembat, socialiste issu du courant « révolutionnaire ». Le guesdiste Compère-Morel quant à lui est élu député d'Uzès en 1909 grâce au soutien des conservateurs catholiques. Qui est qui ? Comment définir la gauche ? Les réformes s'enchaînent-elles ou est-il possible de les choisir ? Quels critères utiliser pour leur appréciation ? L'intérêt du prolétariat, défini par qui et dans quelles conditions ? Celui de la République ? Quelles modalités utiliser ?

En tout cas, il faut travailler, et c'est à quoi s'emploient les techniciens, ces spécialistes du socialisme naguère réclamés par Léon Blum dans ses *Nouvelles conversations de Goethe avec Eckermann*. De nouveaux réseaux se développent, souvent fédérés par l'infatigable Albert Thomas, relayé par ses amis du socialisme normalien déjà beaucoup étudiés par Christophe Prochasson. Ce nouveau réformisme envisage un rôle accru de l'État et des experts appelés à orienter son action. Hélas, leurs compétences sont sollicitées dans un moment particulièrement tragique : la Grande Guerre conduit à la deuxième participation ministérielle des socialistes au gouvernement (1914-1917). Sans revenir sur cette histoire, dont l'auteur s'attache ici à retrouver surtout la logique intellectuelle, il ne peut être surprenant que cette deuxième expérience n'ait pas pu non plus fonder un discours heureux du réformisme socialiste en action. Au moins, les acteurs et penseurs « réformistes » ne sont pas seuls en cause. Leurs rivaux « marxistes », orthodoxes ou non, sont aussi ministres et engagés dans le drame. Mais une fois de plus, l'histoire est venue à la traverse des constructions théoriques.

L'histoire du socialisme sous toutes ses formes connaît depuis quelques années un véritable engouement et un renouveau certain. Il ne s'agit pas ici de distribuer prix ou médailles, les travaux et leurs auteurs sont nombreux et divers. Mais il est en tout cas certain qu'avec ses *hommes révoltés*, Emmanuel Jousse s'impose par sa puissance de réflexion et son apport à la compréhension du socialisme.